terave, qui ne redoute ni l'intempérie des saisons ni la variation du prix des denrées.

Cette considération, jointe 1°. aux avantages qui résulteront de l'extension de la culture de la betterave, si favorable aux assolemens; 2°. à ce que, par suite de ma longue pratique dans un établissement en activité, que je dirige seul depuis cinq ans, et des expériences puisées dans les registres de cette fabrique, je n'ai admis que le produit le plus faible et porté les frais de manipulation à leur plus haute valeur; 3°. à ce que le débit de la denrée est toujours assuré; 4°. à l'influence que cette découverte exercera sur l'industrie et le commerce en général; cette considération, dis-je, mérite que la fabrication du sucre indigène soit encouragée par tous les amis du bien public.

Si *Achard*, *Hermstaedt*, et les chimistes les plus recommandables de l'Allemagne et de la France, ont fait faire de rapides progrès à cette nouvelle branche d'industrie et sont parvenus à la pratiquer en grand, les événemens de 1814 lui ont porté un coup funeste. Cinq années se sont écoulées depuis, et chacun a pu en apprécier les avantages ou les inconvéniens; elle a reçu du temps et de l'expérience tous les perfectionnemens dont elle était susceptible; et, aujourd'hui que le commerce est libre, elle ne peut plus être anéantie. J'ajouterai que mes calculs et les résultats que j'ai annoncés coïncident parfaitement avec ceux qu'ont publiés MM. *Chaptal* et *Nathusius*, et méritent, par cette raison, toute confiance.

AGRICULTURE.

EXTRAIT d'un rapport fait par M. Silvestre, au nom du Comité d'Agriculture, sur un projet d'institutions agricoles, présenté à la Société par M. Humbert.

M. *Humbert* a communiqué à la Société un ouvrage manuscrit, intitulé : *Projet de fermes expérimentales, ou Écoles spéciales d'agriculture*, dans lequel, après avoir exprimé le regret que l'économie rurale ne fasse point, en France, partie de l'enseignement, il recherche quelles sont les connaissances utiles aux progrès de cet art; il les divise en connaissances théoriques, qui sont, suivant lui, la botanique, l'his-

toire de l'agriculture, la géologie, la géographie et les mathématiques, politiques et législatives ; et en connaissances pratiques, comprenant les travaux de labour, les opérations de culture, la météorologie agricole. M. le comte *Chaptal* avait déjà exprimé le vœu que les jeunes gens sortis des collèges fussent placés dans des Ecoles spéciales d'Agriculture. M. *Humbert* pense que dans ces Etablissements les élèves devraient s'occuper de tous les objets qui peuvent préparer leurs études rurales, tels que l'explication de *Columelle*, *Végèce* et *Vanière*. Les mathématiques s'appliqueraient au commerce, à l'arpentage, à l'architecture ; la physique et la chimie, à tout ce qui regarde les amendemens, les engrais, etc.

Pour réaliser son projet, l'auteur suppose l'établissement de fermes expérimentales ; il pense que de riches propriétaires chez lesquels on trouverait des exemples de toutes les bonnes opérations agricoles, consentiront à recevoir quarante à cinquante jeunes gens appelés à étudier l'agriculture, et qui seraient conduits dans leurs champs cultivés par un professeur d'économie rurale ; ils recevraient ainsi des leçons pratiques sur le terrain.

Les fermes expérimentales seraient au nombre de quatre, et les jeunes gens qu'on y admettrait à l'âge de quinze à seize ans devraient savoir lire et écrire ; ils resteraient six années dans l'établissement.

L'auteur croit que l'enseignement de l'agriculture ne convient ni aux grands propriétaires ni aux simples manouvriers des campagnes ; car les premiers trouveront cet enseignement dans les écoles publiques qu'ils sont appelés à fréquenter, et les autres ne doivent s'occuper que d'une seule partie de l'art agricole, le labourage, la culture des potagers, la direction des troupeaux, etc. ; c'est donc principalement aux fils de fermiers et à ceux des petits propriétaires cultivateurs que ces Ecoles seraient destinées.

Le Comité d'Agriculture pense qu'en spécifiant ainsi le but de l'enseignement qui doit être donné dans les Ecoles d'Agriculture, M. *Humbert* aurait dû restreindre son plan et se borner à ce qui peut être utile aux fermiers ou aux régisseurs des domaines ruraux. On ne voit pas de quel secours leur serait le latin qu'il met en première ligne pendant les six années d'études ; on pourrait en dire autant de l'algèbre, de la géométrie et de plusieurs autres sciences qui ne devraient être enseignées que dans leurs élémens.

D'un autre côté, l'auteur ne parle ni de l'étude de la terre ni de celle des animaux, soit utiles, soit nuisibles, ni de l'hygiène des animaux domestiques, ni de la médecine vétérinaire, ni des arts écono-

miques, ni de l'étude des lois rurales, etc. En général, plusieurs des parties élémentaires de l'enseignement proposé sont à rejeter, parce qu'elles doivent être déjà connues des élèves, qu'on suppose être âgés de quinze à seize ans. D'ailleurs, il est aussi important de bien tracer le programme des connaissances exigées pour leur admission dans les Ecoles spéciales, que celui de l'instruction qu'on doit leur donner.

Le Comité a considéré que si le projet de M. *Humbert* annonce en général de très-bonnes intentions et des connaissances de plus d'un genre, il pêche par une base essentielle qui le rend inexécutable, celle de recevoir les souscriptions annuelles ouvertes dans toutes les Sociétés d'Agriculture du royaume, pour subvenir aux frais de ses quatre fermes expérimentales.

Il n'est pas douteux que si des agronomes parviennent à convaincre le Gouvernement des heureux effets qu'exercera l'enseignement public sur les progrès futurs de l'économie rurale, il n'accueille avec empressement les vues utiles qui lui seront présentées à ce sujet, et ne consacre des fonds non-seulement à l'établissement d'Ecoles spéciales d'agriculture, pour l'instruction des fermiers et des régisseurs de terre, mais encore à celui des chaires particulières dans les académies, pour l'instruction des propriétaires et des hommes qui se destinent à l'administration publique.

Les considérations que nous venons de développer ayant été communiquées à M. *Humbert*, celui-ci, profitant des avis utiles que lui a donnés la Société, a resserré son plan dans des limites plus étroites. Il borne maintenant son enseignement aux connaissances nécessaires aux fermiers, aux régisseurs, aux maîtres de postes qui se livrent à la culture, et sur-tout à donner l'instruction préparatoire aux jeunes gens qui se destinent à entrer dans les Ecoles vétérinaires, et qui doivent subir les examens exigés pour tous les élèves admis dans ces Ecoles.

Ce nouveau plan, soumis au Comité d'Agriculture, a reçu son approbation. Le but de l'auteur lui semble bon, et les études qu'il se propose de faire suivre à ses élèves paraissent appropriées aux résultats qu'il veut obtenir. Cependant, pour juger avec certitude de l'établissement projeté, il faut qu'il soit organisé et qu'on puisse apprécier ses succès.

L'auteur désire que son Ecole spéciale d'agriculture puisse s'ouvrir sous les auspices de la Société d'Encouragement et sous ceux de la Société royale et centrale d'Agriculture, et que des membres choisis par ces deux Sociétés viennent de temps en temps s'assurer des pro-

grès de l'instruction des élèves, et qu'ils président aux distributions solennelles des prix.

Le Comité d'Agriculture a proposé d'accueillir ces diverses demandes, et de témoigner à M. *Humbert* l'intérêt que la Société prend à l'établissement de sa maison d'instruction pour l'agriculture, dont l'utilité ne saurait être contestée.

Ces propositions ont été adoptées.

ÉCONOMIE POLITIQUE.

PROGRAMME d'un prix proposé par M. le marquis Arborio Gattinare de Brême.

Ce prix sera décerné au Traité élémentaire d'Economie politique le plus propre à servir de guide aux professeurs de cette science dans les établissemens d'instruction publique.

La Commission désignée par le fondateur pour prononcer dans ce concours, composée de MM. le marquis *Garnier*, *Say*, *Lesur*, *Sismonde-Sismondi*, *Ganilh* et le baron de *Gérando*, croit devoir avertir les concurrents que, par le mot d'Economie politique, elle entend seulement *la science qui fait connaître la nature et la marche des richesses*, mais sans exclure les applications qui, dans chaque état, seraient de nature à éclairer le législateur et l'administration sur les effets de leurs mesures relativement à la prospérité publique.

Les écrits qui concourront devront, suivant l'intention du fondateur, servir spécialement à l'enseignement. On espère que leurs auteurs s'attacheront à réduire les questions à leurs termes les plus simples et les plus clairs, et qu'ils auront soin de bien déterminer le sens qu'ils donnent à leurs expressions. Il paraît aussi convenable qu'ils s'imposent la loi de fonder leur doctrine sur des faits bien connus et sur la nature des choses. Les conséquences qu'ils en tireront devront être des déductions incontestables, ou du moins s'appuyer sur des raisonnemens rigoureux. Les hypothèses ne seront admises que comme exemples, et pour faire entendre des principes dont la preuve doit être établie indépendamment de leur secours. Il en sera de même de l'autorité des écrivains antérieurs, qui ne pourra, dans aucun cas, suppléer aux faits